



Hillary Clinton : L'élection d'une « espionne au profit de l'étranger » à la présidence des USA?

Par [Prof. James Petras](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2016

6 juin 2016

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Analyses: [Élections USA](#)

Pendant les quatre années de son mandat comme secrétaire d'État des États-Unis (2009-2014), Hillary Clinton tenait les rênes de la politique étrangère étasunienne. Elle avait accès à des dizaines de milliers de documents d'information officiels ultras confidentiels provenant de tous les principaux départements et agences du gouvernement, des services du renseignement, du FBI, du Pentagone, du Trésor américain et du bureau du président.

Elle jouissait d'un accès sans limites à des renseignements secrets d'une importance vitale pour la politique étasunienne dans toutes les principales régions de l'empire.



Aujourd'hui, les détracteurs de Madame Clinton s'attardent aux aspects techniques de ses manquements aux procédures et directives du département d'État concernant le traitement de la correspondance officielle, ainsi qu'à ses mensonges éhontés à propos de l'utilisation de son serveur de messagerie privé pour mener des affaires d'État officielles. Elle a notamment traité des documents hautement classifiés en contrevenant aux lois sur les documents fédéraux, soustrait des documents officiels de la Loi sur la liberté d'accès à l'information et créé son propre système qui n'était pas assujéti à la surveillance officielle à laquelle tous les autres représentants du gouvernement se soumettent.

À droite, le prof. James Petras

Pour bien des analystes, il s'agit là d'une question procédurale, éthique et morale. Madame Clinton s'est placée au-dessus des normes disciplinaires du département d'État. Cette preuve d'arrogance, de malhonnêteté et de mépris flagrant des règles devrait l'empêcher d'accéder à la présidence des États-Unis. Les révélations au sujet de son utilisation blâmable des documents officiels, de son système de communication et de correspondance privé et du déchetage de dizaines de milliers de ses échanges officiels, y compris des documents ultras secrets, méritent de faire l'objet d'une enquête, mais elles ne répondent pas à cette question politique capitale : Pour le compte de qui la secrétaire Clinton a-t-elle

dirigé la politique étrangère des USA en se soustrayant à la surveillance gouvernementale?

Signification politique et motivation des crimes graves de Clinton contre l'État

Le traitement illégal de documents officiels à partir d'un serveur de messagerie privé par la secrétaire Clinton fait l'objet d'une grande enquête du FBI au sujet de la nature de ces activités. Cette enquête est distincte de celle du Bureau de l'inspecteur général et porte sur des atteintes à la sécurité nationale.

Plusieurs pistes d'enquête visent Madame Clinton :

1) A-t-elle collaboré avec des gouvernements et des services du renseignement étrangers (pas encore nommés) dans le but de renforcer leurs positions contre les intérêts des États-Unis?

2) A-t-elle fourni des renseignements au sujet des opérations et des positions politiques de divers grands décideurs étasuniens à des concurrents, à des adversaires ou à des alliés, nuisant ainsi aux activités des militaires, des services du renseignement et du département d'État?

3) A-t-elle cherché à rehausser son pouvoir personnel au sein de l'administration des USA pour pousser sa politique agressive de guerres préventives à répétition auprès et à l'encontre de vieux routiers du département d'État et du Pentagone, plus favorables à la diplomatie traditionnelle qu'à une confrontation violente?

4) A-t-elle monté une « équipe secrète » avec l'aide d'agents de l'étranger ou possédant une double nationalité, en vue de jeter les bases de sa candidature à la présidence et de la réalisation de son objectif ultime qui est d'obtenir le pouvoir militaire et politique suprême?

Mise en contexte des opérations clandestines de Clinton

Il ne fait aucun doute que Madame Clinton a échangé des documents officiels et des lettres d'importance mineure et majeure au moyen de son réseau de messagerie privé. Le même serveur pourrait avoir été utilisé pour des communications personnelles, familiales et même intimes. Mais la question fondamentale est qu'un volume important de renseignements gouvernementaux ultras confidentiels a été transmis à Clinton au moyen d'un « canal de communication informel » privé non sécurisé, qui lui permettait de mener des affaires d'État en secret avec ses correspondants.

Mais qui étaient donc les correspondants les plus constants, permanents et influents de la secrétaire Clinton? Quelle était la nature des échanges soustraits à la surveillance habituelle qui constituaient un mépris total à l'égard de la sécurité?

Les politiques de Clinton favorables aux guerres clandestines, comme le renversement par la force du gouvernement élu en Ukraine, ont été mises en œuvre par son « lieutenant », la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland, une néoconservatrice enragée rescapée de l'administration Bush, qui s'évertue à provoquer la Russie et à augmenter la puissance d'Israël au Moyen-Orient. Le « projet » très dangereux et déstabilisant pour l'économie de Clinton qu'est l'encerclement militaire de la Chine, le soi-disant « pivot vers l'Asie », aurait donné lieu à des échanges clandestins avec des éléments du Pentagone non assujettis à la surveillance du département d'État, voire du pouvoir exécutif.

Autrement dit, sur le front politique à Washington, l'escalade, par la secrétaire Clinton, des politiques de guerre nucléaire contre la Russie et la Chine exigeait des correspondances secrètes qui n'allaient pas nécessairement dans le sens des politiques et des estimations des services du renseignement d'autres agences du gouvernement des USA, ainsi que des intérêts commerciaux privés.

Clinton était profondément engagée dans des échanges privés avec plusieurs régimes politiques étrangers peu recommandables dont l'Arabie saoudite, Israël, le Honduras et la Turquie, qui sont impliqués dans des activités violentes et illégales. Elle a collaboré aussi avec des partis d'opposition monstrueusement corrompus au Venezuela, en Argentine et au Brésil.

La correspondance de Clinton avec les forces armées du Honduras et ses oligarques brutaux ont mené au coup d'État militaire contre le président élu Zelaya, aux heurts violents qui ont suivi et à l'élection bidon d'une marionnette malléable. La campagne des escadrons de la mort du gouvernement contre les activistes de la société civile hondurienne a sûrement amené Clinton à dissimuler son rôle direct dans l'organisation du coup d'État. De même, Madame Clinton aurait détruit ses communications avec les services du renseignement du président turc Erdogan concernant l'appui donné aux mercenaires terroristes islamistes en Syrie et en Irak.

Les courriels de la secrétaire Clinton auraient révélé son appui aux Saoudiens lorsqu'ils ont brutalement envahi le Bahreïn et le Yémen pour réprimer des organisations indépendantes de la société civile et des rivaux politiques régionaux.

Mais c'est l'attachement à long terme et à grande échelle de Clinton à la cause d'Israël qui dépasse largement ses discours publics empreints de loyauté et de fidélité envers l'État juif. Toute la carrière politique d'Hillary Clinton dépend pratiquement entièrement de l'argent sioniste, de la propagande médiatique sioniste et des activités du parti démocrate sioniste.

En échange du soutien politique du pouvoir sioniste aux USA dont elle dépend, Clinton serait devenue pour Israël le principal canal de transmission de renseignements confidentiels des USA ainsi que la courroie de transmission des politiques centrées sur Israël au sein du gouvernement des USA.

Le réseau complexe de liens et de correspondances entre Clinton et Israël a compromis les services du renseignement des USA, le département d'État et le Pentagone.

La secrétaire Clinton n'a épargné aucun effort pour servir Israël, même au détriment des intérêts des États-Unis. Le recours à une mesure aussi grossière que la création d'un serveur de messagerie privé pour diriger des affaires d'État est vraiment bizarre. Elle n'a tenu aucun compte de la politique et de la surveillance du département d'État en envoyant plus de 1 300 documents confidentiels et 22 documents extrêmement sensibles et ultras secrets liés au « *Programme d'accès spécial* ». Elle a exposé de façon détaillée des documents des forces armées et des services du renseignement de son pays au sujet des politiques stratégiques des USA concernant la Syrie, l'Irak, la Palestine et d'autres dossiers vitaux. Le rapport de l'inspecteur général indique qu'elle a « reçu un avertissement » à propos de cette pratique. Si elle n'a pas été poursuivie pour haute trahison, ce n'est qu'en raison de la mainmise de Tel-Aviv et de la cinquième colonne d'Israël aux USA sur le pouvoir exécutif et judiciaire étasunien. C'est le comble de l'hypocrisie que de voir des lanceurs d'alerte au sein du gouvernement poursuivis et emprisonnés par l'administration Obama

pour avoir fait part de leurs préoccupations au sujet du système de surveillance de l'inspecteur général, pendant que la secrétaire Clinton est sur le point d'accéder à la présidence des États-Unis!

Conclusion

Bon nombre des principaux détracteurs de Clinton, dont une vingtaine d'anciens agents de la CIA, ont créé le mythe que *la principale infraction d'Hillary*, c'est son « insouciance » dans sa façon de traiter les documents officiels et sa tromperie et ses mensonges délibérés à l'endroit du gouvernement.

Ces détracteurs ont *banalisé, personnalisé et moralisé* ce qui est en fait un comportement délibéré aux grandes répercussions politiques pour l'État. Madame la secrétaire d'État Hillary Clinton n'était pas *insouciante en se servant d'un serveur de messagerie non sécurisé*. Si Clinton avait des liens politiques avec des représentants de l'étranger, elle a délibérément utilisé un serveur de messagerie privée pour éviter toute détection politique par des éléments des services de sécurité au sein du gouvernement des USA. Elle a menti au gouvernement des USA à propos de l'utilisation et de la destruction de documents officiels, parce que ces documents se rapportaient à des échanges politiques entre un traître et ses interlocuteurs.

Les 22 rapports ultras secrets sur les *Programmes d'accès spéciaux* que Clinton a traités au moyen de son ordinateur personnel a permis à des gouvernements étrangers d'obtenir les noms d'agents et de mandataires des USA et les dates de leurs affectations, rendant ainsi possible l'adoption de contre-mesures causant des milliards de dollars de pertes à l'échelle des programmes et peut-être même des pertes de vie.

Le rapport de l'inspecteur général porte essentiellement sur les méfaits apparents. Le Federal Bureau of Investigations (FBI) va un peu plus loin en établissant les liens politiques, mais la poursuite de son enquête criminelle se heurte à d'énormes obstacles posés par les alliés d'Hillary à l'intérieur du pays. Le FBI, dont le directeur a bénéficié d'une nomination politique, a subi une série de défaites dans ses tentatives d'enquêter et d'engager des poursuites pour espionnage en faveur d'Israël, notamment dans le cas d'espionnage impliquant Rosen et Weismann de l'AIPAC et dans son opposition de longue date à la libération de Jonathan Pollard, le célèbre espion américano-israélien. Le pouvoir sioniste au sein du gouvernement a aussi mis un terme à son enquête sur la dizaine d'espions israéliens arrêtés aux USA tout juste après les attentats du 11 septembre 2001.

Le fait que Clinton a choisi d'avoir des communications privées secrètes, en dépit de plusieurs années de mises en garde par le département d'État lui enjoignant de se conformer à ses règles de sécurité strictes, relève davantage de sa base de pouvoir sioniste que de son orgueil personnel ou de son arrogance individuelle.

Clinton a fait circuler davantage de documents ultras secrets et à caractère confidentiel que Jonathan Pollard.

Le président Obama et d'autres hauts responsables du Cabinet ont les mêmes alliances politiques, sauf qu'ils empruntent des voies « légales » sans porter atteinte au personnel, aux missions, au financement ou aux programmes.

Le pouvoir exécutif est maintenant aux prises avec le problème suivant : Quelle attitude

adopter vis-à-vis d'un traître, qui pourrait devenir le candidat démocrate à la présidence des USA, sans porter atteinte aux USA dans sa quête du pouvoir mondial? Comment le pouvoir exécutif et les services du renseignement peuvent-ils soutenir l'accession à la présidence d'un espion étranger fortement compromis pouvant faire l'objet d'un chantage? C'est ce qui pourrait expliquer pourquoi le FBI, la NSA et la CIA hésitent à déposer des accusations, malgré la nature évidente des infractions. Mais c'est ce qui explique à coup sûr pourquoi rien n'a été révélé sur l'identité des correspondants de la secrétaire Clinton dans les divers rapports rendus à ce jour.

Comme Sherlock Holmes disait : « *Nous sommes dans des eaux profondes, monsieur Watson* ».

James Petras

Article original en anglais :



[Hillary Clinton: Electing a "Foreign Spy" for President?](#), publié le 6 juin 2016

Traduit par Daniel pour [Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. James Petras](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Prof. James Petras](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca